

# [DECODE] La «Google City» à Toronto, c'est grave docteur ?

10/02/2020



Toronto, ville choisie par Google pour développer sa vision de la ville de demain. Crédit : Shutterstock.

## 3,9 milliards de dollars, c'est le coût du quartier high-tech que veut concevoir Google à Toronto.

- En octobre 2017, Sidewalk Labs a remporté l'appel d'offres pour transformer Quayside, une friche portuaire de 5 hectares au sud de Toronto, en quartier futuriste piloté par les technologies et les données numériques.
- Parmi les innovations proposées par Google : les feux tricolores intelligents pour s'adapter au trafic routier en temps réel, les pistes cyclables chauffées en hiver pour éviter qu'elles ne soient ensevelies sous la neige, le réseau souterrain de robots assurant la distribution des colis et la gestion des déchets, ou encore les immeubles dotés d'abris imperméables se déployant automatiquement lors d'intempéries.
- Le projet a soulevé des inquiétudes concernant la collecte et l'utilisation des données des résidents, au point de compromettre fortement la construction de ce quartier high-tech imaginé par Google.
- Après avoir donné un accord de principe le 31 octobre 2019, les autorités locales décideront de poursuivre ou d'arrêter le projet le 31 mars prochain.
- Des modèles de «villes intelligentes» commencent à émerger dans le monde, à l'image de Singapour, mais aussi de Dijon et Angers en France.
- Nous avons fait appel à Jean Haëntjens, économiste-urbaniste, spécialiste des stratégies urbaines, pour qu'il nous livre son regard sur le projet de Google à Toronto et les dangers soulevés par la privatisation de l'espace public.

Faire rouler des voitures autonomes, effectuer des livraisons via des drones, allonger l'espérance de vie ou encore développer l'accès à Internet dans les zones les plus reculées de la planète, voici la plupart des projets lancés par Google<sup>[1]</sup> pour

concrétiser sa vision de la vie connectée et de la ville demain. Et construire la ville de demain, c'est justement ce que souhaite faire la firme de Mountain View via sa filiale new-yorkaise Sidewalk Labs<sup>[2]</sup>, spécialisée dans les innovations urbaines. Lancée en 2015, cette dernière a choisi Toronto, au Canada, pour implanter sa toute première «Google City».

Le projet est né en octobre 2017 lorsque Sidewalk Labs<sup>[3]</sup> a remporté l'appel d'offres lancé par Waterfront Toronto, l'entité publique qui réunit la municipalité de Toronto et les gouvernements de l'Ontario et du Canada, pour transformer Quayside, une friche portuaire de 5 hectares au sud de Toronto le long du lac Ontario, en quartier futuriste piloté par les technologies et les données numériques. A l'époque, Dan Doctoroff, grand artisan de l'urbanisme new-yorkais dans les années 2000 quand il était le bras-droit de Michael Bloomberg, alors maire de «Big Apple», ne cache pas sa satisfaction : «*Nous avons cherché dans le monde entier l'endroit idéal pour donner vie à cette vision et nous l'avons trouvé ici à Toronto.*»



Le quartier imaginé par Google à Toronto. Crédit : Sidewalk Labs.

## Toronto, nouveau hub numérique majeur en Amérique du Nord

Toronto, poumon économique du Canada avec Montréal à quelques centaines de kilomètres (500), présente tous les atouts pour permettre à Google<sup>[4]</sup> de faire émerger sa «Smart City» tant désirée. A proximité immédiate des États-Unis, la ville canadienne est réputée pour son réservoir de talents dans le secteur technologique et des coûts compétitifs propices à l'accueil des firmes américaines. Dans ce contexte, ces dernières ne se privent pas pour y multiplier les investissements.

Dans la métropole ontarienne, Microsoft<sup>[5]</sup> veut y créer 500 nouveaux postes d'ici 2022, Netflix<sup>[6]</sup> a ouvert un studio de production, Uber<sup>[7]</sup> a implanté un centre de recherche sur la voiture autonome et prévoit d'y investir 200 millions de dollars sur cinq ans et Intel<sup>[8]</sup> y possède un centre de R&D. En 2017, le groupe de conseil en immobilier d'entreprise CBRE indiquait que la ville canadienne proposait plus de 240 000 emplois dans la Tech, avec près de 30 000 postes créés en un an. Une croissance plus importante que dans les villes américaines de San Francisco, Seattle, New York et Washington réunies.

En cinq ans, les emplois dans la Tech ont ainsi connu une progression de 52% à Toronto, faisant de ce hub numérique en plein essor une ville idéale pour Google<sup>[9]</sup> afin de construire un quartier futuriste. «*Toronto a pris l'ascendant sur Montréal qui était la capitale économique du Canada il y a 20 ans*», note Jean Haëntjens, économiste-urbaniste, spécialiste des stratégies urbaines et auteur du livre «Comment les géants du numérique veulent gouverner nos villes» (Rue de l'échiquier). «*Toronto est une ville en quête d'identité et de personnalité*», ajoute-t-il. D'où son intérêt pour le projet de Google afin d'accélérer sa mutation et renforcer son poids, aussi bien au niveau économique que technologique.

## Un projet plus ambitieux que prévu

Galvanisée par sa victoire initiale à Toronto, la filiale Sidewalk Labs<sup>[10]</sup> du géant américain a décidé d'aller plus loin en développant un projet encore plus ambitieux qu'au départ. Et à mesure que l'appétit de Google<sup>[11]</sup> s'est renforcé, les craintes des habitants de la capitale de l'Ontario et des autorités canadiennes n'ont fait que grandir. A raison. Et pour cause, quand la division d'Alphabet<sup>[12]</sup> a dévoilé en juin 2019 les plans détaillés de son projet de smart city pour donner un nouveau souffle à la friche industrielle de Quayside, les pouvoirs publics comme les citoyens canadiens ont pointé du doigt deux problèmes majeurs.

Ce ne sont pas les innovations promises par Google<sup>[13]</sup> qui sont remises en cause. Elles sont même saluées par les habitants et les autorités locales. En effet, les feux tricolores intelligents pour s'adapter au trafic routier en temps réel, les pistes cyclables chauffées en hiver pour éviter qu'elles ne soient ensevelies sous la neige, le réseau souterrain de robots assurant la distribution des colis et la gestion des déchets, ou encore les immeubles dotés d'abris imperméables se déployant automatiquement lors d'intempéries sont autant de mesures qui paraissent séduisantes au premier abord. Cependant, pour que ces innovations révèlent leur potentiel, elles doivent se nourrir des données des habitants. Et c'est là que le bât blesse...

Dans son Master Innovation and Development Plan (MIDP), document fleuve de plus de 1 500 pages dévoilé par Sidewalk Labs<sup>[14]</sup> en juin dernier, la filiale d'Alphabet<sup>[15]</sup> se montrait très évasive concernant la collecte et la gouvernance de données, renforçant les inquiétudes au sujet de la protection de la vie privée des habitants. Ces craintes ont notamment conduit Ann Cavoukian, une ancienne commissaire à la protection de la vie privée de l'Ontario, à démissionner de son rôle de conseillère de Sidewalk dans le cadre de ce projet. Ces inquiétudes apparaissent comme légitimes dans la mesure où Google est le leader absolu de la publicité digitale dans le monde. Une domination rendue possible par les données collectées auprès des internautes...

## Un numéro d'équilibriste sur les données

Pour brouiller les pistes, Sidewalk Labs<sup>[16]</sup> a mis sur la table en juin 2019 le terme de «*données urbaines*», qui font référence à «*des données personnelles et des données collectées dans l'espace physique d'une ville, où le consentement informé préalable à la collecte et à l'usage des données est difficile, sinon impossible à obtenir*». Une manière pour Google<sup>[17]</sup> de réunir données privées et données publiques sous la même manière, tout en justifiant le non-respect de la réglementation canadienne sur la collecte et le traitement de données. Et pour cause, contrairement à l'Europe avec le RGPD, les institutions publiques et les entreprises privées au Canada ne sont pas soumises au même cadre réglementaire en matière de collecte et de gestion des données.

Jouant sur les limites de la législation canadienne, la filiale new-yorkaise du géant américain avait glissé dans le projet l'idée d'un système centralisé de gestion de l'identité, permettant aux résidents d'accéder à différents services publics, comme les bibliothèques ou les hôpitaux. Quand on sait que Google<sup>[18]</sup> a aspiré les données médicales de millions d'Américains dans le cadre de ses travaux pour parvenir à une approche plus personnalisée de la médecine, il y a de quoi s'inquiéter...

Google<sup>[19]</sup> a bien tenté d'apaiser les tensions en s'engageant à anonymiser les informations collectées et en proposant la création d'une structure indépendante pour surveiller la gestion et l'utilisation des données urbaines (Urban Data Trust). Mais insuffisant aux yeux du collectif de citoyens #BlockSidewalk et de Waterfront Toronto, l'organisation chargée de trancher sur ce projet de quartier ultra-moderne et durable.

Derrière le mouvement #BlockSidewalk, on retrouve Bianca Wylie, une activiste torontoise qui est le visage principal de l'opposition locale au projet, et donc le personnage central des cauchemars de Google<sup>[20]</sup> dans la nuit canadienne. Cette dernière accuse Sidewalk Labs<sup>[21]</sup> de mener une vaste campagne marketing pour transformer la ville en un puits de données et d'argent, au détriment de l'intérêt public et du contrat social qui lie un pays à ses citoyens. Autrement dit, elle voit dans le projet de Google l'ambition de créer une ville-plateforme, où les données des résidents permettent d'alimenter applications et services. Des données qui seraient également monétisées pour construire de nouveaux services à partir des besoins identifiés grâce aux informations personnelles collectées.

Cette pensée rejoint ce que déclarait la revue MIT Technology Review en 2018 : «*Sidewalk conçoit les smart cities comme des smartphones. Elle se voit comme un prestataire de plateforme responsable de la fourniture d'instruments basiques*

(depuis le software identifiant des places de parking disponibles jusqu'aux services de géolocalisation surveillant la localisation exacte des robots de livraison), comme le fait Google avec son système d'exploitation, Android.

## Le district IDEA, le (trop) grand quartier de Sidewalk Labs

Toutefois, le traitement des données n'est pas le seul point qui irrite autorités et citoyens locaux. Alors qu'il s'agissait au départ de faire sortir de terre un quartier high-tech de cinq hectares au sud de Toronto, les Canadiens ont eu la mauvaise surprise de découvrir l'an passé que Sidewalk Labs<sup>[22]</sup> voulait étendre son projet bien au-delà des cinq hectares promis initialement.

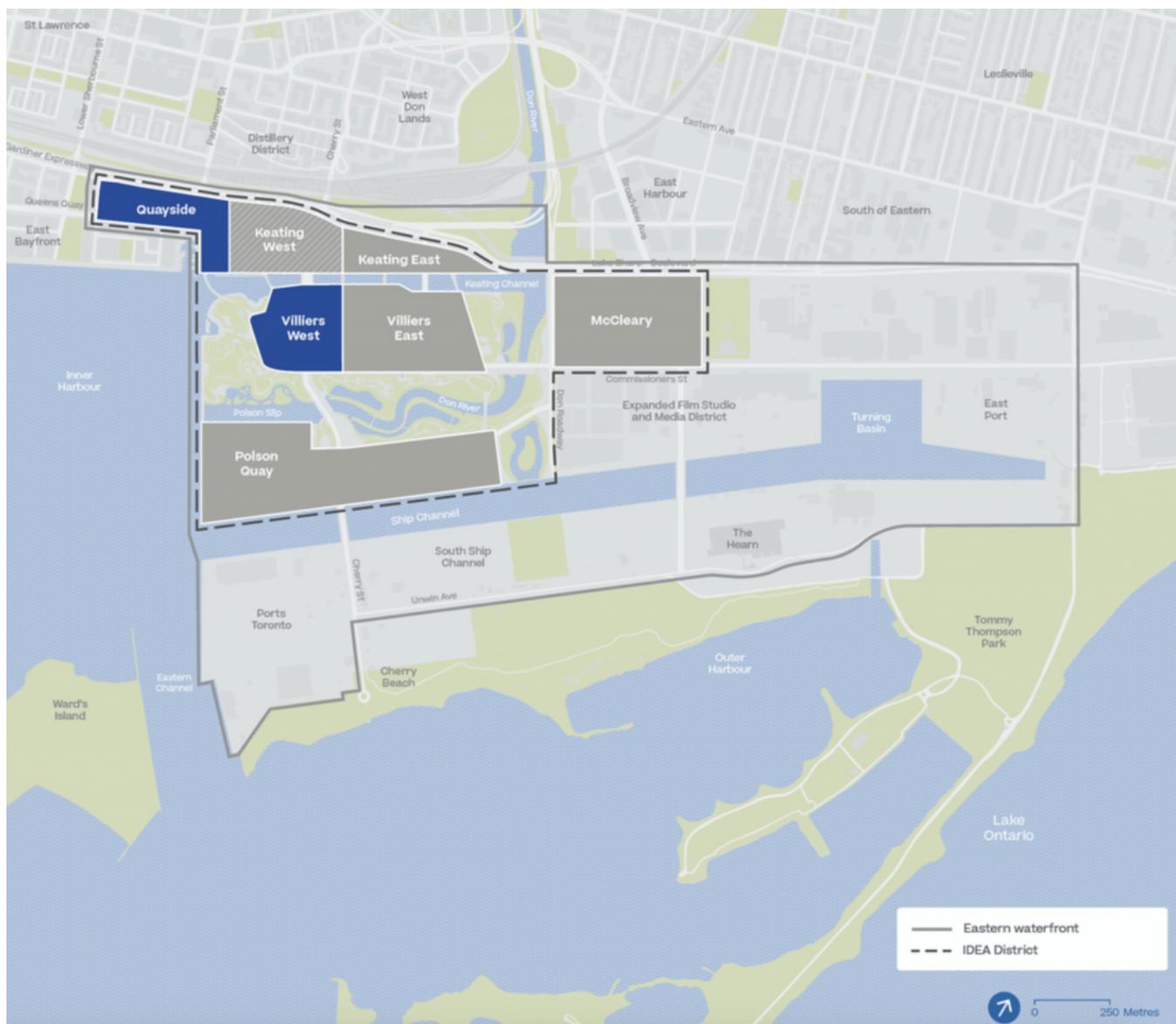
Visiblement, Google<sup>[23]</sup> avait déjà de la suite dans les idées puisque sa filiale dédiée aux innovations urbaines avait déjà planché sur le développement de sa smart city sur une zone beaucoup plus vaste... de 77 hectares ! Soit 72 hectares supplémentaires qui n'ont pas été validés par les autorités canadiennes.

Au départ, il était même question en 2017 de faire sortir de terre un quartier high-tech sur une zone pilote de 12 hectares, puis une véritable «Google City» de 325 hectares au bord du lac Ontario. A titre d'information, Waterfront Toronto, organisation lancée en 2001 pour revitaliser les rives du lac Ontario, dispose d'un mandat de 25 ans pour transformer 800 hectares de friches industrielles sur le littoral en un ensemble urbain moderne, connecté et durable. De quoi nourrir très fortement l'imagination de Google<sup>[24]</sup>... ainsi que ses ambitions.

En juin dernier, la filiale d'Alphabet<sup>[25]</sup> a ainsi présenté son projet pour transformer Quayside et la partie ouest de l'île Villiers, où Google<sup>[26]</sup> souhaite ériger son futur siège canadien, mais aussi levé le voile sur ses intentions pour développer un quartier bien plus vaste : le district IDEA (Innovative Development and Economic Acceleration). Une idée ambitieuse puisque ce territoire high-tech serait presque 16 fois plus grand que la friche portuaire de Quayside, dont les 5 hectares paraissent bien trop exigus pour déployer les innovations urbaines de Sidewalk Labs<sup>[27]</sup>. «*Notre participation au-delà de Quayside n'est pas garantie*», tempérait cependant Dan Doctoroff, chef de file de Google dans les innovations urbaines, sentant que tout le monde ne serait pas du même avis que le géant américain. Cette participation, «*il faut la mériter*», ajoutait Dan Doctoroff.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas gagné. Pire, le gigantisme tant désiré par Google<sup>[28]</sup> n'a pas fait qu'amplifier les inquiétudes des habitants et des autorités locales au sujet de son appétit débordant, à défaut de susciter l'euphorie. Devant le projet de développement d'un quartier s'étalant sur 72 hectares de plus que prévu, Steve Diamont, le président de Waterfront Toronto, n'a d'ailleurs pas tardé à refroidir les ardeurs de Google. «*L'idée du district IDEA est prématurée. Il faut voir d'abord comment fonctionne le quartier Quayside avant de décider de travailler ensemble ailleurs*», avait-il ainsi déclaré.

Dans la lignée de ces propos, le mouvement #BlockSidewalk, opposé au projet, a également haussé le ton. «*Ce projet n'a jamais été seulement de développer un petit quartier de près de 50 000 mètres carrés. Ce plan qu'a présenté Sidewalk Labs en est la preuve*», a estimé le collectif par l'intermédiaire de son porte-parole, Thorben Wieditz. Pour un projet que Dan Doctoroff présentait dans les colonnes du *Financial Times* comme «*historique*», permettant d'avoir «*un impact considérable sur la vie urbaine*» et de faire de Toronto «*un hub pour l'industrie de l'innovation urbaine*», le coup porté est difficile à encaisser.



La friche portuaire sur laquelle Google doit faire sortir de terre un quartier high-tech. Crédit : Sidewalk Labs.

## Un projet de 3,9 milliards de dollars

Pour convaincre les autorités canadiennes, Google<sup>[29]</sup> a pourtant sorti le grand jeu. Le géant américain a mis sur la table la promesse de créer 44 000 emplois et de générer 14,2 milliards de dollars chaque année dans l'économie de Toronto d'ici 2040 une fois le projet achevé. De plus, Sidewalk Labs<sup>[30]</sup> a promis la construction de 4 300 logements en bois, exemplaires sur le plan énergétique, proposés à des prix 40% en-dessous du marché. Par ailleurs, 20% des habitations seront des logements sociaux. Cerise sur le gâteau, Google a mis dans la balance l'implantation de son nouveau siège canadien au cœur de ce quartier high-tech sur les bords de l'Ontario pour héberger 2 500 employés. Le géant américain a proposé même la construction d'une ligne de tramway pour desservir le futur quartier, comme pour renforcer son image naissante de régulateur de l'espace urbain, rôle pourtant dévolu aux pouvoirs publics.

Derrière cette promesse alléchante, se cache un coût exorbitant de 3,9 milliards de dollars, dont 900 millions proviendront de la poche de Sidewalk Labs<sup>[31]</sup>. Mais étant un maître de la monétisation de ses services, Google<sup>[32]</sup> vise la rentabilité du projet dès 2028, en misant sur la vente et la location de logements et services en tous genres, comme les trajets en navettes autonomes développées par Waymo<sup>[33]</sup>. Une rentabilité qui ne pourra se concrétiser à cet horizon que si les travaux débutent rapidement, au plus tard en 2022 pour une livraison du nouveau «Quayside» high-tech en 2026. A cette date, Google veut faire de Quayside «*la communauté la plus mesurable au monde*». Pas forcément rassurant...

Or en plus de la méfiance croissante des autorités et des citoyens canadiens, un rapport de la vérificatrice générale de l'Ontario – l'équivalent d'une chambre régionale des comptes – a mis davantage d'huile sur le feu en décembre 2018. Et pour

cause, le document assure que Sidewalk Labs<sup>[34]</sup> a bénéficié d'un traitement de faveur dans le processus de sélection par Waterfront Toronto. De ce fait, le rapport préconisait la réévaluation du projet. Il faut dire qu'en 2017, le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, avait déclaré qu'il évoquait le projet de Google<sup>[35]</sup> «*depuis des années*» avec Eric Schmidt, l'ancien patron du géant américain. De quoi susciter la défiance face au lobbying influent pratiqué par Google auprès du gouvernement canadien et des élus locaux.

## Verdict final le 31 mars 2020

Malgré ce climat tendu, Sidewalk Labs<sup>[36]</sup> est parvenu à sauver sa tête durant l'automne 2019. Alors que le projet de Google<sup>[37]</sup> avait très sérieusement du plomb dans l'aile, notamment depuis la présentation détaillée de son «*master plan*» en juin 2019, Waterfront Toronto avait fixé la date limite du 31 octobre pour tenter de trouver un terrain d'entente avec la filiale d'Alphabet<sup>[38]</sup>. Faute de quoi le projet aurait pu être purement et simplement abandonné. «*Il était question qu'on arrête tout. C'était un petit psychodrame*», indique Jean Haëntjens. La pilule aurait été difficile à avaler pour Sidewalk Labs, qui avait déjà investi plusieurs dizaines de millions de dollars dans le projet après deux ans de travail.

Finalement, les autorités canadiennes ont donné leur accord de principe au projet de Google<sup>[39]</sup>, en échange de concessions, mais la partie n'est pas encore totalement gagnée. «*Que les choses soient claires : ce n'est pas un accord final*», a déclaré Stephen Diamond, le président du conseil d'administration de Waterfront Toronto. Et d'ajouter : «*Il reste beaucoup de travail avant une décision finale.*» Voilà Google prévenu. Un vote final est prévu le 31 mars prochain pour trancher.

## Sidewalks Labs contraint de revoir sa copie pour continuer

Pour éviter un camouflet, qui ternirait un peu plus son image, écornée ces dernières années à plusieurs reprises par des scandales sur la gestion et la protection des données personnelles de ses utilisateurs, Google<sup>[40]</sup> a accepté de retoquer son plan directeur. Au lieu des 77 hectares annoncés en juin dernier, la taille du projet a été ramenée aux cinq hectares prévus initialement. Et pour toute extension au-delà de la friche industrielle de Quayside, si le projet de Sidewalk Labs<sup>[41]</sup> est concluant, celle-ci sera soumise à un appel d'offres compétitif.

Par ailleurs, en ce qui concerne la gestion des données collectées, point de crispation majeur, Google<sup>[42]</sup> a dû lâcher du lest. Aux oubliettes l'idée émise par le géant américain d'un organisme indépendant pour superviser la collecte et l'utilisation des données, ce sera finalement Waterfront Toronto qui sera finalement en charge de la gouvernance numérique du projet pour veiller au respect de la vie privée des résidents du quartier high-tech. De plus, Sidewalk Labs<sup>[43]</sup> a également accepté de respecter les lois existantes encadrant le traitement des données personnelles... et de renoncer à son concept de «*données urbaines*», qui n'a aucun statut juridique dans la loi canadienne. Ainsi, l'intégralité des données collectées dans le cadre du projet devront être stockées au Canada.

## Le RGPD s'exporte en Amérique du Nord

Au pays de la feuille d'érable, la réglementation sur la protection des données doit d'ailleurs évoluer cette année, dans la lignée du modèle européen représenté par l'application du RGPD<sup>[44]</sup> depuis mai 2018. Google<sup>[45]</sup> est d'ores et déjà touché par les bouleversements réglementaires à ce sujet<sup>[46]</sup>, puisque le «*California Consumer Privacy Act*» (CCPA) est entré en vigueur en janvier pour accroître la pression sur les géants de la Silicon Valley, à l'image de Google, qui sont les plus gloutons envers les données personnelles de leurs utilisateurs. Comme le RGPD, cette loi vise à octroyer des droits aux Californiens sur leurs données, comme avoir connaissance de la manière dont elles sont collectées et exploitées.

Aux États-Unis, une dizaine d'États ont pris ou sont sur le point de prendre des dispositions protectrices, laissant envisager l'émergence d'une loi fédérale dans un horizon proche. Un changement de paradigme qui devrait contraindre les mastodontes comme Google<sup>[47]</sup> et Amazon<sup>[48]</sup> à revoir (un peu) leur copie en matière de traitement de données personnelles de leurs utilisateurs. Amazon s'attelle à redessiner l'urbanisme à Seattle, en transformant le centre-ville en véritable «*Amazon City*»

avec une quarantaine de bâtiments et ses trois fameuses sphères de verre et d'acier, et Google, en collectant toujours plus de données personnelles, cherchent d'une certaine manière à devenir les gestionnaires de nos vies, et donc les architectes de nos villes.



Les «Amazon Spheres» situées sur le campus du géant américain en plein Seattle. Crédit : Shutterstock.

## La souveraineté des villes en danger ?

En s'intéressant à la manière dont sont conçues et gérées les agglomérations urbaines, les GAFa suscitent des inquiétudes bien au-delà de la collecte et de l'utilisation des données personnelles des résidents. En effet, des projets comme celui de Google<sup>[49]</sup> à Toronto éveillent les craintes autour d'une possible privatisation de l'espace public. Des cas existent déjà aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec des espaces publics... privatisés, appelés «privately owned public spaces». Ces espaces étant régis par un règlement privé, leurs propriétaires ont tout le loisir d'édicter des règles au gré de leurs envies. Et pour s'assurer que ces règles sont bel et bien respectées, ce n'est pas la police mais des agents de sociétés de sécurité privées qui assurent la surveillance de ces espaces.

Il ne s'agit là que de quelques parcs ou quelques rues. Mais si cette pratique devrait s'étendre à des quartiers entiers, elle pourrait mettre en danger la souveraineté des villes. «*Si vous vendez votre espace public à Amazon ou Google, vous devenez complètement dépendant*», estime Jean Haëntjens, économiste-urbaniste, spécialiste des stratégies urbaines. Et d'enfoncer le clou : «*C'est de la folie, c'est une catastrophe !*»

C'est justement en prenant conscience de l'impact que pourrait avoir la collecte et la gestion des données des résidents à Toronto que les autorités locales et les habitants ont commencé à prendre peur. Car qui aura en charge la gouvernance numérique des «villes intelligentes», sera assuré d'en détenir la souveraineté. Et si ce ne sont pas les municipalités mais les entreprises privées comme Google<sup>[50]</sup> qui raflent la mise, cela pourrait déboucher sur l'avènement de la «ville-marchandise», où la marchandise, c'est vous et vos données. Et pour cause, une «smart city» ne peut fonctionner de manière optimale si elle n'est pas alimentée par les données de ses résidents.

Cependant, devant l'ampleur des ambitions de Google<sup>[51]</sup> qui ne datent pas d'hier, comment est-il possible d'expliquer que les représentants de Toronto n'aient pas saisi immédiatement les enjeux et les risques d'un projet aussi déterminant ? «*Les*

autorités locales ont fait preuve d'une naïveté très grande dans l'euphorie. Mais ce phénomène s'est produit dans d'autres villes, comme à Nice, quand IBM a proposé à la municipalité d'être la première smart city française. Christian Estrosi a signé assez vite, et après, il s'est rendu compte qu'il allait se faire manger par IBM. Cela s'est finalement réglé à l'amiable», explique Jean Haëntjens.

Derrière cette naïveté générale, qui s'estompe cependant depuis le scandale Cambridge Analytica, véritable détonateur des risques engendrés par les pratiques et la puissance des GAFAs, les géants technologiques américains n'ont pourtant quasiment jamais caché leurs ambitions. Bien au contraire. Les dirigeants de ces mastodontes, qui pèsent désormais près de 4 000 milliards de dollars ensemble à Wall Street, ne ratent pas l'occasion de prêcher leur doctrine à l'occasion de discours dans les universités américaines. Une manière pour Jeff Bezos<sup>[52]</sup>, Mark Zuckerberg<sup>[53]</sup>, Tim Cook<sup>[54]</sup> et Sundar Pichai<sup>[55]</sup> de formater «les leaders de demain».

L'une des meilleures illustrations de cette approche est le discours prononcé par Mark Zuckerberg<sup>[56]</sup> en mai 2017 à l'université de Harvard. «Il avait expliqué que les collectivités locales appartenaient au vieux monde. A ses yeux, ce sont maintenant les réseaux sociaux qui vont piloter l'aménagement du territoire, ainsi que la politique», indique Jean Haëntjens. Mark Zuckerberg avait vu juste car sa plateforme a joué un rôle critique dans l'élection de Donald Trump<sup>[57]</sup> et le Brexit en 2016, tandis que Google<sup>[58]</sup> remportait en octobre 2017 l'appel d'offres pour transformer Quayside en un quartier high-tech. «Ils ont annoncé la couleur, mais les autres n'ont pas voulu les écouter. Ils étaient fascinés. Tous les pays d'Europe ont rêvé et rêvent encore d'avoir un Facebook ou un Google européen», note Jean Haëntjens. Et de tempérer : «Maintenant, on arrive à une phase plus raisonnable.»

L'intégralité de notre entretien avec Jean Haëntjens, spécialiste des stratégies urbaines, est à retrouver ici :

## Les villes américaines plus vulnérables que les villes européennes ?

Si l'heure n'est plus à la fascination des GAFAs, leur appétit jamais rassasié ne les rend pas moins dangereux. Leur impact sur les agglomérations urbaines pourrait cependant être disparate. Les différentes cultures locales à travers le monde ne sont pas forcément compatibles avec la vision des géants américains. L'économiste-urbaniste, spécialiste des stratégies urbaines, se montre plus optimiste pour les villes européennes qu'américaines. «Copenhague, c'est une ville qui avait son autonomie de management avant les GAFAs», remarque-t-il.

En revanche, la donne est très différente de l'autre côté de l'Atlantique, notamment car de nombreuses villes sont liées à des industries qui leur ont permis de prospérer, avant de connaître un fort déclin ces dernières années. «Aux États-Unis, le sort des villes est beaucoup plus aléatoire, beaucoup plus incertain qu'en Europe», estime Jean Haëntjens. «Une ville comme Lyon ne peut pas mourir à 15 jours. A Detroit, ce n'est pas pareil...» En effet, Detroit, berceau de l'industrie automobile américaine, n'a eu d'autre choix que de se déclarer en faillite en 2013, victime de la désindustrialisation.

Dans ce contexte, les villes nord-américaines voient dans les projets des GAFAs pour redessiner le paysage urbain une opportunité pour retrouver leur lustre d'antan. «Des villes comme Memphis sont à la traîne, alors elles se positionnent tout de suite pour tester des voitures autonomes ou d'autres innovations, car elles y voient une chance de rebondir», explique Jean Haëntjens. «Je pense que dans les villes qui ont du ressort, un équilibre va se trouver. Je suis plus inquiet pour des villes plus pauvres, comme Memphis, car des villes sont prêtes à acheter n'importe quoi. Je pense surtout à des villes de pays émergents, qui veulent faire smart pour être modernes.»

## Singapour, modèle de «smart city», mais à quel prix ?

Face aux projets clé en main d'acteurs comme Google<sup>[59]</sup>, des alternatives existent. Ainsi, Singapour fait figure de modèle en matière de «smart city». «C'est l'une des villes très intéressantes», relève Jean Haëntjens. Les milliers de capteurs et de caméras intégrés aux lampadaires sont autant d'indicateurs qui permettent de prendre en temps réel le pouls de la ville pour fluidifier le trafic, surveiller la qualité de l'air et vérifier que rien ne vient troubler la quiétude de chacun. En parallèle, la cité-État a multiplié les initiatives pour faciliter le quotidien de ses habitants, à l'image de la digitalisation des services publics, la généralisation des paiements mobiles et la création d'un système de santé connecté. Singapour s'attèle aussi à optimiser les déplacements dans la ville, ce qui passe par la mise en place d'un cadre favorable aux transports en commun et aux

nouvelles solutions de mobilité. Les taxis autonomes pourraient être opérationnels dès 2022 dans la métropole d'Asie du Sud-Est. Dans la foulée, des taxis volants, également autonomes, pourraient être mis en service. Une rapidité d'exécution qui fait rêver en Europe et aux États-Unis, mais qui est difficilement exportable.

Et pour cause, Singapour est un petit territoire qui s'étend sur 700 km<sup>2</sup> et compte six millions d'habitants. Une superficie et une population idéales pour mener des expérimentations. De plus, son statut de cité-État induit une chaîne de contrôle très raccourcie par rapport à ce que connaissent des pays comme les États-Unis, le Canada ou la France (gouvernement, Parlement, régions, départements, municipalités...). Et surtout, Singapour est régi par une législation très stricte (la cigarette est interdite dans la plupart des espaces publics), qui induit une collecte et un usage illimités des données pour surveiller la population. La police locale n'hésite pas d'ailleurs à utiliser la reconnaissance faciale pour contrôler l'identité des voyageurs qui pénètrent sur son territoire et traquer d'éventuels criminels.



Singapour, modèle de «smart city». Crédit : Shutterstock.

Dans ce cadre, il est difficilement imaginable de transposer un modèle qui fait la part belle à la surveillance permanente et généralisée des citoyens, en Occident, notamment en Europe, où l'attachement aux libertés individuelles est omniprésent. Ce n'est guère mieux en Chine, où la ville de Shenzhen apparaît pourtant comme un modèle de «smart city». Cependant, entre la reconnaissance faciale et le système de «crédit social», qui note les individus en fonction de leur comportement, la Chine bascule dans un cauchemar dystopique digne de «Black Mirror», qui paraît terrifiant pour un Européen habitué à vivre librement dans une démocratie.

## Dijon et Angers, premières «smart cities» françaises

En Europe justement, et même en France, des projets pour mettre sur orbite des «villes intelligentes» commencent à émerger. C'est notamment le cas à Dijon où un projet de 105 millions d'euros a lancé<sup>[60]</sup>. Celui-ci vise à développer un centre connecté permettant de piloter l'ensemble des équipements urbains (caméras de surveillance, bornes électriques, lampadaires, feux de circulation, parkings, transports...). Ce poste de commandement doit également permettre d'assurer la gestion d'événements exceptionnels, comme des attentats ou des catastrophes naturelles, pour mieux coordonner les secours.

Quatre entreprises ont pris part au projet dans le cadre d'un contrat de 12 ans, et point de GAFA à l'horizon. Bouygues Energies et Services, le chef de file du projet, a réalisé la conception du poste de pilotage connecté et a réalisé le réseau haut débit reliant les 23 communes de la métropole. De son côté, Capgemini a conçu la plateforme qui permet de faire communiquer ensemble les différents systèmes informatiques municipaux, de manière à collecter et analyser leurs données pour fournir des recommandations d'action. Enfin, Suez assure la gestion du poste de commandement pour les interventions de voirie, tandis que la filiale d'EDF, Citelum, s'occupe de l'éclairage urbain.

A Angers aussi, il est question d'un contrat sur 12 ans. Pour devenir une «ville intelligente», 178 millions d'euros ont été engagés. Aux manettes du consortium pour mener à bien ce projet, on retrouve Engie, en charge de l'éclairage public, de la vidéosurveillance et de la plateforme d'hypervision, permettant de rassembler les flux de données de neuf services différents. En parallèle, Suez s'occupe de la gestion des déchets et de l'eau, la filiale de La Poste, Dicaposte, stocke les données, et le mutualiste VYV se concentre sur les questions de santé, comme la pollution de l'air. Au total, 50 000 capteurs vont être installés pour amasser de la data sur le fonctionnement de la métropole angevine. Objectif : 101 millions d'euros d'économies sur 25 ans. Ce n'est peut-être pas aussi ambitieux que le quartier futuriste de Google<sup>[61]</sup> à Toronto, mais ça évite de donner davantage de données à nos chers GAFA.

Abonnez-vous à la newsletter FrenchWeb.fr

#### Links

1. <https://www.frenchweb.fr/google>
2. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
3. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
4. <https://www.frenchweb.fr/google>
5. <https://www.frenchweb.fr/microsoft>
6. <https://www.frenchweb.fr/netflix>
7. <https://www.frenchweb.fr/uber>
8. <https://www.frenchweb.fr/intel>
9. <https://www.frenchweb.fr/google>
10. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
11. <https://www.frenchweb.fr/google>
12. <https://www.frenchweb.fr/alphabet>
13. <https://www.frenchweb.fr/google>
14. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
15. <https://www.frenchweb.fr/alphabet>
16. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
17. <https://www.frenchweb.fr/google>
18. <https://www.frenchweb.fr/google>
19. <https://www.frenchweb.fr/google>
20. <https://www.frenchweb.fr/google>
21. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
22. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
23. <https://www.frenchweb.fr/google>
24. <https://www.frenchweb.fr/google>
25. <https://www.frenchweb.fr/alphabet>
26. <https://www.frenchweb.fr/google>
27. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
28. <https://www.frenchweb.fr/google>
29. <https://www.frenchweb.fr/google>
30. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
31. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
32. <https://www.frenchweb.fr/google>
33. <https://www.frenchweb.fr/waymo>

34. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
35. <https://www.frenchweb.fr/google>
36. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
37. <https://www.frenchweb.fr/google>
38. <https://www.frenchweb.fr/alphabet>
39. <https://www.frenchweb.fr/google>
40. <https://www.frenchweb.fr/google>
41. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
42. <https://www.frenchweb.fr/google>
43. <https://www.frenchweb.fr/sidewalk-labs>
44. <https://www.frenchweb.fr/rgpd>
45. <https://www.frenchweb.fr/google>
46. <https://www.frenchweb.fr/rgpd-le-modele-europeen-de-protection-des-donnees-setend-a-linternational/390836>
47. <https://www.frenchweb.fr/google>
48. <https://www.frenchweb.fr/amazon>
49. <https://www.frenchweb.fr/google>
50. <https://www.frenchweb.fr/google>
51. <https://www.frenchweb.fr/google>
52. <https://www.frenchweb.fr/jeff-bezos>
53. <https://www.frenchweb.fr/mark-zuckerberg>
54. <https://www.frenchweb.fr/tim-cook>
55. <https://www.frenchweb.fr/sundar-pichai>
56. <https://www.frenchweb.fr/mark-zuckerberg>
57. <https://www.frenchweb.fr/donald-trump>
58. <https://www.frenchweb.fr/google>
59. <https://www.frenchweb.fr/google>
60. <https://www.frenchweb.fr/smart-city-comment-dijon-devient-une-ville-intelligente/354962>
61. <https://www.frenchweb.fr/google>

Get a free Evernote account to save this article and view it later on any device.

Create account